

# L'écologie dans la France des années 1960-1970

lundi 2 juin 2008, par [GAY Vincent](#) (Date de rédaction antérieure : février 2008).

**L'écologie politique est le fruit d'un long cheminement dans lequel la période ouverte par Mai 68 joue un rôle important. La question écologique est prise en charge par des auteurs « contestataires », les associations écologistes commencent à s'intéresser à la lutte politique et se lient avec d'autres mouvements sociaux. Malgré des convergences ponctuelles, comme dans la lutte contre le nucléaire, l'écologie politique se construit le plus souvent à côté de la gauche radicale alors que cette dernière tarde à intégrer les préoccupations environnementales.**

## Sommaire

- [Un renouveau de la pensée](#)
- [L'apport d'André Gorz](#)
- [Démographie et croissance \(...\)](#)
- [Nouveau contexte, nouvelles](#)
- [La question du nucléaire](#)
- [Du terrain associatif à la \(...\)](#)
- [La candidature Dumont](#)
- [Difficultés électorales](#)
- [Gauche, extrême gauche, \(...\)](#)
- [Une floraison de publications](#)

La France des années 50 connaît comme l'ensemble des pays occidentaux une croissance économique, une reconstruction, un développement industriel qui transforment largement le pays, accélérant l'urbanisation, l'exode rural, les liaisons routières... Si ces progrès sont le plus souvent célébrés, ils rencontrent aussi parfois une contestation. C'est le cas par exemple du projet de prolongement de l'autoroute du sud vers le centre de Paris qui en 1956 menace une partie de la forêt de Fontainebleau. Ce projet voit se dresser contre lui un comité de défense de la forêt initié par la Société Nationale de Protection de la Nature qui a partiellement gain de cause. Cet événement assez minime est révélateur des racines d'une écologie déjà militante mais pas encore politique, et qui vise essentiellement la défense des milieux naturels, des sites et des espèces animales.

C'est ainsi que les années 50 et 60 voient la multiplication des associations et sociétés locales de protection des oiseaux, de la nature... et sur l'ensemble du territoire la naissance de la Société Nationale de Protection de la Nature et d'Acclimatation en France (SNPN), puis en 1968 de la Fédération des Usagers des Transports (FUP) en région parisienne. Peu à peu, ce qui était une passion d'amoureux de la nature, de protecteur des oiseaux, se mue en une défense de l'environnement plus globale, environnement qui se modifie suite aux mutations économiques. À la même époque apparaissent les prémises de la contestation du modèle agricole productiviste et mécanisé à travers la création du groupement d'agriculture biologique de l'ouest en 1958, qui se transforme en réseau national en 1961 et dont une partie des membres créera l'association Nature & Progrès en 1964.

Le pouvoir ne reste pas sourd à ce qui se joue dans ces années là et propose un certain nombre de réponses. Tout d'abord d'un point de vue de la législation sur la défense des réserves naturelles en 1957 et sur l'eau en 1964 qui instaure une redevance sur la pollution. Ensuite par la création des parcs nationaux en 1960 qui prennent acte des risques encourus par la nature. Puis par la création de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action régionale (DATAR) en 1963, chargée de planifier l'aménagement du territoire tout en prenant en compte la protection de l'environnement. Enfin, De Gaulle qui ne souhaite pas l'éclosion d'un mouvement associatif contestataire charge Jean Sainteny, ancien ministre, de diriger la branche française du Fonds Mondial pour la Nature (World Wildlife Fund - WWF) créée en 1967. Le pouvoir d'Etat continuera par la suite de tenter de canaliser l'écologie de manière institutionnelle, et en 1971, Robert Poujade est nommé ministre de la protection de la nature et de l'environnement.

Mais ces années-là sont celles aussi qui voient l'explosion de la première bombe atomique française à Reggane dans le Sahara algérien et les premiers projets de centrales électronucléaires. Ces premiers essais sont contestés par des organisations pacifistes plus qu'écologistes, mais la conscience des risques particuliers du nucléaire est déjà perceptible et donne lieu en 1962 à la création du Mouvement contre l'Armement Nucléaire à l'initiative de Jean Rostand soutenu par Théodore Monod, René Dumont ou Claude Bourdet. Quelques années après, les dangers du progrès se manifestent auprès de l'opinion publique suite au naufrage du pétrolier libérien le Torrey Canyon, le 18 mars 1967 qui libère 123 000 tonnes de pétrole et pollue 180 km de côtes anglaises et françaises.

Avant 1968, la défense de l'environnement reste donc confinée à quelques cercles scientifiques ou associatifs et est en partie prise en charge par l'Etat, sans que celui-ci ne connaisse une forte contestation. La fin des années 60 va permettre un basculement qui voit la défense de l'environnement se muer en une approche plus systémique des problèmes. Si rien n'autorise à dire que Mai 68 en lui même est porteur d'une vision écologiste de la politique, les années qui suivent vont rapidement voir éclore des mouvements de subversion dont le point de départ ne se situe pas forcément dans la critique de l'exploitation capitaliste mais qui articulent une défense de l'environnement et une critique de la modernité.

## **Un renouveau de la pensée**

La référence à la nature comme valeur de référence en politique est traditionnellement le fait de courants réactionnaires voire d'extrême droite. Mais les années 60-70 sont le moment d'une réinterrogation du rapport de l'homme à la nature, dans une optique progressiste, ce qui dépasse rapidement le strict cadre de la défense de l'environnement. D'autant plus qu'il s'agit là de problématiques quasiment absentes dans le mouvement ouvrier, que ce soit du côté de la gauche traditionnelle ou parmi les courants politiques qui surgissent après mai 68.

Si ce n'est pas en premier lieu à travers le travail théorique qu'émerge l'écologie politique, il est indéniable qu'un certain nombre de travaux vont avoir des conséquences durables dans la mouvance écologiste, notamment dans ses rapports à la gauche ou à l'anticapitalisme. Des penseurs jusqu'ici inconnus vont être de plus en plus lus après mai 68. Parmi eux, Serge Moscovici (né en 1925), qui fait toujours référence parmi les écologistes, veut rompre la dichotomie nature / culture, commune à toutes les pensées et systèmes de la modernité, le capitalisme comme le socialisme, dichotomie à laquelle il associe l'idée que l'humanité telle que construite par l'Occident introduit une rupture dans l'universel biologique. C'est en particulier dans *La société contre nature* (1972) qu'il conduit une critique de la domestication des dimensions naturelles de l'humain et de son milieu. S'appuyant sur des travaux d'ethnologues, il compare l'ethnocide des Indiens d'Amérique au sort fait aux

villageois français et perçoit les principes universalistes comme des tentatives d'uniformisation du monde.

Moscovici articule une sacralisation des origines et une critique du progrès qui peut le rapprocher de certaines analyses de l'Ecole de Francfort. Plus qu'une défense de l'environnement, il s'agit pour lui de construire un nouveau rapport à la nature en postulant « *l'unité de la société et de la nature, [...] l'unité des sciences de l'homme et des sciences de la nature* » ; les protagonistes pour un tel projet ne sont pas en premier lieu les classes sociales : « *Le mouvement écologiste est moins un mouvement social, économique, qu'un mouvement "anthropologique", c'est-à-dire qu'il s'adresse à des groupes qui ont un certain enracinement dans un certain territoire, à des groupes qui n'ont pas une expression directe sur le plan social et économique, comme les femmes et les jeunes.* »

La défense de la nature n'est qu'un des principes d'une telle pensée écologiste, elle s'articule à la nécessité d'enraciner les sociétés, de combattre les hiérarchies et d'« ensauvager la vie », mot d'ordre dont les résonances avec ceux de mai 68 sont patentes. Logiquement, Moscovici s'intéresse donc à la défense des cultures dominées, à la contre-culture ou à l'éclosion des mouvements régionalistes. Il accompagne son travail théorique d'un militantisme aux Amis de la Terre qu'il influence idéologiquement, d'un compagnonnage avec divers regroupements écologistes, et il ne se situe pas en extériorité complète aux débats de la gauche.

La pensée d'Ivan Illich (1921-2002) peut le rapprocher parfois de Moscovici. Bien qu'ayant beaucoup de succès parmi les écologistes, il ne se cantonne pas, loin de là, à l'écologie. Ancien prêtre n'ayant pas renié sa foi, Ivan Illich procède à une critique du progressisme et de la modernité dans plusieurs directions. Ses attaques contre la société industrielle mêlent critique de l'école, des systèmes de santé, du développement, des modes énergétiques... Le progrès est ainsi perçu comme un mode d'asservissement de l'homme et de la nature. Si on constate une certaine proximité avec les thèses de Moscovici, il radicalise la dénonciation des phénomènes d'imposition des normes culturelles occidentales à l'ensemble de la planète et de destruction des sociétés traditionnelles. La critique écologique est congruente à la critique culturelle : ce qui détruit l'environnement relève du même phénomène que ce qui détruit les cultures minoritaires et asservit les individus à un modèle occidental de développement. La publication de ses ouvrages dans l'après 68 (*Libérer l'avenir, Une société sans école*, 1971, *La Convivialité, Énergie et équité* 1973) connaît un grand succès.

### **L'apport d'André Gorz**

Le parcours intellectuel d'André Gorz (né en 1923) est différent de ceux de Moscovici ou Illich. Journaliste à *l'Express* à partir de 1955, Gorz développe assez tôt un existentialisme marxiste dans la lignée de Jean-Paul Sartre, marqué par le rejet du structuralisme. Membre du comité de direction des *Temps modernes* de 1961 à 1974, il mène de front une activité journalistique (il entre au *Nouvel Observateur* en 1964), un travail théorique et un militantisme dans la mouvance de la nouvelle gauche, en prenant part notamment aux débats stratégiques qui parcourent le mouvement syndical face aux transformations du capitalisme. 68 semble donner corps à son existentialisme qu'il articule à des problématiques communes aux différents courants écologistes, celle du consumérisme et de l'existence de besoins : la domination qui pèse sur les individus limite leur part subjective pour en faire des êtres atomisés, détachés de leur être propre. Cette domination s'exerce dans le travail mais aussi à travers la création de besoins, les désirs... Le choix de favoriser la consommation individuelle (l'automobile par exemple) plutôt que des services collectifs est un moyen de faire du profit pour le capital, mais aussi un vecteur d'aliénation et un facteur de dégradation de l'environnement.

Ce n'est vraiment que dans les années 70 qu'André Gorz enrichit sa réflexion sur l'aliénation par la

prise en compte de l'imbrication de la domination sociale et du rapport de l'homme à son environnement, au point de devenir une figure majeure de l'écologie radicale. À travers ses articles dans le *Nouvel Observateur*, dans *le Sauvage* et les recueils *Écologie et politique* (1975) et *Écologie et liberté* (1977), il explicite de façon claire les rapports entre écologie et anticapitalisme. Il questionne notamment les choix technologiques qui pour lui ne sont pas neutres mais porteurs de logiques sociales. Le nucléaire est particulièrement visé au point qu'André Gorz met en garde contre les menaces de passage « *de l'électronucléaire à l'électrofascisme* ».

Contrairement à d'autres penseurs de la mouvance écologiste, il ne cultive donc aucune ambiguïté quant à la responsabilité du capitalisme dans la crise écologique, mais il met en garde contre toute simplification d'un anticapitalisme qui se réduirait à la lutte contre le caractère privé de la propriété des moyens de production ; il appelle donc à changer le système productif et pas seulement à s'en emparer sans n'y rien changer. André Gorz se situe donc clairement à gauche, tout comme d'ailleurs Moscovici pourtant plus distant vis-à-vis du marxisme mais qui estime que l'écologie renoue avec les valeurs originelles du socialisme. Tous deux partagent une méfiance face au marxisme tel qu'il est utilisé par les organisations de la gauche et de l'extrême gauche française, mais leur écologie se situe à gauche de la gauche officielle, sans pour autant, pour Moscovici, être liée « *au souvenir des grands mouvements ouvriers* ».

D'autres intellectuels pourraient être cités comme Jacques Ellul, Bernard Charbonneau ou Hans Jonas. En grande majorité, ils ont influencé des mouvements ou des courants se situant à gauche. Cela dit on ne peut oublier d'évoquer l'existence de courants plus conservateurs, en particulier dans la lignée du naturaliste Robert Hainard ou de Edward Goldsmith, fondateur de la revue *The Ecologist*, qui ont eu tendance à biologiser la question sociale.

## **Démographie et croissance économique**

On doit mentionner deux débats qui émergent dans l'après 68 et vont traverser pendant de longues années les courants écologistes : la question démographique et celle de la croissance économique. En 1968, Paul et Anne Ehrlich publient aux Etats-Unis *La bombe « P »*, traduit en France en 1972 en même tant que leur œuvre majeure *Population ressources environnement*. À partir d'un bilan des dégradations subies par la planète, les deux biologistes identifient le problème central pour l'avenir de l'humanité, à savoir l'expansion démographique. Ils prônent alors un strict contrôle des naissances éventuellement coercitif (pénalités financières, stérilisation...). Deux millions d'exemplaires de *La bombe « P »* sont vendus aux Etats-Unis ; en France, ce sont les Amis de la Terre qui en assurent la traduction et l'édition.

Le débat sur la démographie dépasse donc largement les cercles scientifiques et de nombreux ouvrages, au ton parfois très alarmiste, sont publiés à ce sujet. Les tracts de René Dumont lors de la présidentielle de 1974 mentionnent la surpopulation comme un des problèmes auxquels l'humanité doit faire face, et dans *L'utopie ou la mort*, il considère que certaines formes répressives de contrôle des naissances sont possibles. Mais au-delà des risques de surpopulation, la question sous-jacente à ces prises de position est la capacité des écosystèmes à supporter le développement des sociétés humaines.

C'est une telle problématique qui traverse les débats sur les limites de la croissance économique, à partir du premier rapport du club de Rome. Fondé par Aurélio Peccei, industriel italien, en 1968, le club de Rome réunit scientifiques et économistes. En 1972, son *Rapport sur les limites de la croissance*, dit rapport Meadows (traduit en France sous le titre *Halte à la croissance ?*) rend compte des conséquences de la croissance exponentielle et de ses limites du fait de la finitude du monde. Il

met en garde contre l'optimisme technologique au nom d'une « *opposition au progrès aveugle* » et appelle à un « *état d'équilibre global [...] caractérisé par une population et un capital essentiellement stables* ». Le rapport Meadows connaît un succès important aussi bien dans les grandes institutions que parmi les militants écologistes.

La conférence de l'ONU pour l'homme et son environnement de Stockholm se tient peu de temps après sa publication, et malgré un certain nombre de critiques, il vient renforcer l'argumentation de ceux qui prédisent à moyen terme une crise environnementale d'ampleur ainsi que de ceux qui vont faire de la croissance économique le problème n°1. Par ailleurs, ce rapport dessine un projet de société où les scientifiques ont un rôle prédominant, étant les seuls à même de comprendre et de modifier les phénomènes provoqués par les sociétés humaines.

Ces débats théoriques ont eu un poids indéniable après mai 68. Mais si l'écologie politique émerge dans ces années-là, c'est que l'esprit de subversion qui se propage touche toutes les sphères de la société et se traduit par des luttes et par l'émergence de mouvements politiques opposés au modèle de développement du capitalisme des 30 glorieuses.

### **Nouveau contexte, nouvelles luttes**

Certains mouvements sociaux émergeant dans les années, portés par la contestation soixante-huitarde, s'attaquent à des phénomènes sociaux de longue durée comme la domination masculine ou l'homophobie. L'écologie quant à elle répond à des tendances lourdes du capitalisme industriel, mais le contexte économique et énergétique de l'époque rend d'autant plus nécessaire une réponse écologiste face à une situation nouvelle et favorise les luttes en ce sens. La décennie qui sépare le naufrage du Torrey Canyon (18 mars 1967) et de celui de l'Amoco Cadiz (16 mars 1978) repose en profondeur la question de la place du pétrole dans les sociétés industrielles développées. En déversant sur plus de 120 km de côtes bretonnes ses 220 000 tonnes de pétrole brut, l'Amoco Cadiz rend palpable la réalité d'une marée noire en France, alors que le naufrage du Torrey Canyon avait surtout touché les côtes anglaises ; il s'agit là de la plus grande marée noire au monde suite à l'échouement d'un pétrolier.

Mais cette marée noire éclaire surtout la réalité du transport maritime et le scandale des pavillons de complaisance. L'Amoco Cadiz est immatriculé au Libéria, il a été affrété par Amoco, compagnie américaine basée à Chicago et filiale d'un grand trust, la Standard Oil. Son équipage rassemble diverses nationalités (allemands, espagnols, philippins...) ce qui rend difficile une action commune et coordonnée face à une telle catastrophe. À la suite du naufrage, les associations écologistes agissent dans deux directions. D'une part des militants, notamment de la Ligue Protectrice des Oiseaux (LPO) viennent nettoyer les plages et tenter de sauver quelques animaux ; d'autre part des actions plus politiques sont menées contre la compagnie responsable du bateau et contre Shell à qui était destiné le pétrole : occupation du siège parisien de la multinationale par les Amis de la Terre, appel au boycott... Mais Shell gagne le procès qu'elle intente aux associations pour obstruction commerciale. Et il faudra dix ans pour qu'Amoco soit condamnée à indemniser les victimes à hauteur de 1,3 milliards de francs.

Le gouvernement quant à lui renforce le plan POLMAR de protection du littoral, ce qui n'empêchera pas d'autres catastrophes de même nature au cours des années suivantes. Car le large de la Bretagne connaît une succession de marées noires de moindre ampleur en 1976, 1979, 1980, ce qui ne fait qu'accentuer les interrogations sur les risques encourus par l'usage massif d'énergies fossiles ; interrogations semblables mais qui touchent l'industrie chimique, et plus largement les pollutions industrielles, suite à la catastrophe de Seveso le 10 juillet 1976. De façon plus

anecdotique, c'est une préoccupation proche qui avait déclenché quelques années auparavant une des premières manifestations écologistes en zone urbaine en 1972 afin de stopper le projet de Pompidou d'une voie express sur la rive gauche de la Seine ; le groupe parisien des Amis de la Terre avait alors organisé une manifestation à vélo rassemblant plusieurs milliers de personnes. Mais l'événement alors le plus important dans le domaine énergétique est bien sûr le premier choc pétrolier de 1973.

L'augmentation du prix du pétrole suite à l'embargo décidé par les pays de l'OPEP le 6 octobre oblige les gouvernements à réfléchir à leurs modes d'approvisionnement énergétique ; pour le gouvernement français c'est l'occasion d'intensifier son programme électronucléaire. Le premier plan Messmer en 1974 puis le second en 1975 planifient la construction de plusieurs centrales sur l'ensemble du territoire et feront de la France le pays le plus nucléarisé au monde proportionnellement à son nombre d'habitants. Les gouvernements successifs veulent aller vite et écartent certains ministres réticents à un programme nucléaire aussi important. Dans le même temps est annoncé le projet de surgénérateur à Creys-Malville ainsi que la poursuite des essais dans le Pacifique sud.

### La question du nucléaire

L'armement nucléaire avait déjà fait l'objet d'une opposition dans les années 1960, surtout de la part de scientifiques et de mouvements pacifistes. Le début des années 70 voit la naissance d'associations antinucléaires locales, à commencer par le comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin créé en 1970 qui organise la première marche contre la construction de la centrale de Fessenheim le 12 avril 1971. Quelques mois après, c'est contre le projet de la centrale Bugey I que 15 000 manifestants défilent (juillet 1971), puis à Nouveau à Fessenheim avec 10 000 personnes l'année suivante. Les actions et les prises de position se multiplient : les militants du comité antinucléaire de Paris s'enchaînent aux grilles du salon de l'environnement, des scientifiques dénoncent publiquement les risques du nucléaire (1972), le bateau de Greenpeace qui vient défier les militaires français est arraisonné dans le Pacifique pendant qu'un des animateurs de l'association, Bob Melcalfe, est arrêté à Paris et expulsé.

L'intensification du programme électronucléaire produit en retour une intensification de la lutte antinucléaire qui devient une cause fédératrice pour tous les mouvements écologistes mais aussi pour une partie de la gauche, de l'extrême gauche et du syndicalisme. Le bureau national de la CFDT prend en effet position contre le nucléaire notamment à cause du caractère secret et antidémocratique des décisions prises en la matière, et le syndicat CFDT de l'énergie atomique publie *L'électronucléaire en France*, un ouvrage de vulgarisation destiné à démontrer les risques du nucléaire. La même année que les Amis de la Terre éditent *L'escroquerie nucléaire*, à la fois dénonciation de l'énergie atomique et histoire du mouvement antinucléaire. C'est toujours en 1975 que se crée le Groupe des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire (GSIEN) qui réalise un travail très sérieux de contre-information à travers son périodique *La gazette nucléaire*.

Les manifestations s'enchaînent : 8000 personnes à la Hague (juin 76) suivies d'une grève des travailleurs, dont beaucoup sont syndiqués à la CFDT contre la privatisation de l'usine de retraitement des déchets et « la course à la nucléarisation à tout prix » ; 15 000 personnes contre Superphénix (juillet 1976), jeûne à Fessenheim, actions souvent réprimées à Gravelines, Golfech... La manifestation nationale des 30 et 31 juillet 1977 à Creys-Malville est prévue comme devant être une des plus importantes ; des comités Malville se sont créés dans de nombreuses localités, des manifestants arrivent de l'étranger, et les forces de l'ordre sont massivement présentes. Mais les risques d'affrontement avaient déjà provoqué le retrait du PS et de la CFDT. Si la manifestation est

un succès numérique (plus de 60 000 personnes), les affrontements violents et la répression qui conduisent à la mort d'un manifestant, Vital Michalon, suite à l'explosion du grenade lancée par les CRS vont diviser les écologistes dont les références sont souvent sous-tendues par un principe de non-violence.

Par la suite, ce sera surtout la région de Plogoff qui connaîtra les plus grosses manifestations ainsi que la création d'un groupement foncier agricole sur le modèle de celui du Larzac. La construction de la centrale de Plogoff sera finalement arrêtée après l'élection de François Mitterrand.

Si dans ces années-là la lutte antinucléaire a pu être le lieu de rencontre de diverses cultures politiques, tant écologistes que d'extrême gauche, c'est que pour les opposants, les plans de développement du nucléaire étaient associés à un projet de société qui synthétisait tout ce qui était honni par la génération soixante-huitarde : centralisation et hiérarchie à outrance, absence de transparence, caractère antidémocratique, liens avec l'armée, présence policière autour des centrales... L'idée d'André Gorz que la société nucléarisée suppose la mise en place d'une « *caste de techniciens militarisés [...] soustraite à la loi commune et investis de pouvoirs étendus de contrôle, de surveillance et de réglementation* » est communément partagée et fait écho au sentiment d'une large partie des milieux militants qu'elle a à faire à un pouvoir autoritaire aux tendances potentiellement fascisantes.

C'est un sentiment semblable qui permettra de forger, encore bien plus fortement que dans la lutte antinucléaire, une convergence et une unité pour défendre le Larzac contre l'extension du champ militaire à partir de 1971 [voir l'article « paysans »]. Les écologistes prennent une part importante dans cette lutte et nouent ou renforcent des liens avec d'autres mouvements (pacifistes, travailleurs-paysans, régionalistes...), mais aussi avec certaines organisations d'extrême gauche et le PSU qui s'investissent dans les luttes « régionalistes ». Ainsi, en Bretagne, où les mobilisations contre les pétroliers et Plogoff sont très liées à la « question bretonne ». Et, outre le PSU, des organisations d'extrême gauche comme la LCR et l'OCT s'investissent réellement dans les mobilisations anti-nucléaire, notamment celle de Creys-Maville.

## **Du terrain associatif à la lutte politique**

Parallèlement à ces luttes, les années 60 et 70 voient éclore mouvements et associations écologistes dont les animateurs ressentent assez rapidement la nécessité d'un relais dans le champ politique. Les mouvements écologistes connaissent une évolution différente, sinon inverse, de ceux liés au mouvement communiste dans lequel le parti préexiste et prédomine les organisations qu'il crée tout en gardant le contrôle (associations de femmes, de jeunes, pacifistes...).

C'est là encore une rupture avec les traditions du mouvement ouvrier : les militants écologistes au cours des années 60 et 70 s'engagent d'abord dans des associations variées, avant de tenter des rassemblements sur le terrain électoral puis éventuellement se transformer en partis. Ce qui peut expliquer la lente maturation, les expériences avortées... avant que ne stabilisent des formes partidaires proprement dites au début des années 80.

On peut distinguer grosso modo deux types d'associations écologistes : les premières sont plutôt locales, créées pour lutter contre un problème particulier (projet de centrale nucléaire, destruction d'un site naturel, pollution...) ou sont le fait d'amoureux de la nature amenés à prendre position contre la dégradation des écosystèmes ; c'est notamment à partir de telles associations qu'est créée en 1969 la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature (FFSPN). Les secondes se constituent comme branches françaises d'associations internationales. C'est déjà le cas de WWF dont la section française se crée en 1967, mais cela prend d'autant plus importance après 1968 avec

la naissance des Amis de la Terre puis de Greenpeace.

Greenpeace, dont la section française est créée en 1977 a joué un rôle relativement secondaire dans l'émergence de l'écologie politique. Se centrant sur des campagnes précises, l'association reste éloignée des débats qui traversent les différentes mouvances, et son fonctionnement vertical s'accorde difficilement avec la culture soixante-huitarde. Par contre ses campagnes ont un impact médiatique très fort, de l'opposition aux essais nucléaires jusqu'à la protection des baleines.

L'histoire des Amis de la Terre (AdT) est différente. Friends of the Earth est créée aux Etats-Unis en 1964 et sa branche française en 1971 par le navigateur et journaliste Alain Hervé, avec un comité de parrainage comprenant, entre autres, Claude Levi-Strauss, Théodore Monod ou Jean Rostand. Les AdT expliquent vouloir « *militer pour une civilisation qui reconnaisse que la source de notre énergie et le modèle de notre équilibre se trouvent dans la nature dont nous sommes issus et à laquelle nous appartiendrons toujours* ». Ils allient dénonciation de « *choix technologiques irresponsables* », défense de l'environnement, intérêts pour les problèmes de qualité de vie, et développent des campagnes très concrètes, par exemple contre le commerce des fourrures animales ou la pêche à la baleine, pour la défense des espaces verts urbains... le fil conducteur le plus important demeurant tout de même la lutte antinucléaire.

Si de telles campagnes sont très ciblées, l'association donne une portée plus générale à son action en l'inscrivant dans le cadre d'une écologie qui n'est « *ni une science, ni une morale, ni une théorie politique, ni un système économique. C'est tout cela à la fois. Et c'est beaucoup plus. [...] Elle invente de nouveaux comportements personnels et collectifs adaptés à notre condition humaine* ». Dotée d'environ 150 groupes locaux, elle constitue le réseau des Amis de la Terre en 1977. Ses militants sont sensibles à la culture libertaire et autogestionnaire fleurissante à l'époque, ce qui a des conséquences sur le fonctionnement de l'association et sur les débats quant à l'intervention dans le champ politique. Avant le recentrage associatif qui prévaut dans les années 80, les militants des AdT sont en effet partie prenante avec d'autres des premières campagnes électorales de candidats écologistes.

## **La candidature Dumont**

Si la première candidature écologiste date de 1973 (2,7 % à la législative de Mulhouse pour Henri Jenn et Solange Fernex et création de l'éphémère parti Ecologie et Survie), c'est l'année 1974 qui représente le véritable premier test électoral. On distingue déjà à ce moment là deux grandes tendances qui vont structurer pendant plusieurs années les débats parmi les écologistes. La première, plutôt libertaire, prétend ne pas se préoccuper du pouvoir central d'Etat mais cherche à fédérer autour de l'écologie politique diverses minorités, notamment les mouvements régionalistes. La seconde a une visée politique plus affirmée et estime que le pouvoir doit être conquis et exercé dans un sens écologiste ; on retrouve là Solange Fernex, Antoine Waechter ou encore Philippe Lebreton.

Ces divergences n'empêchent pas, lors de l'élection présidentielle de 1974, la candidature de René Dumont qui est une occasion de fédérer tous les courants et sensibilités écologistes. Agronome de formation, René Dumont a 70 ans quand il présente sa candidature. Son parcours l'a rendu sensible aux inégalités internationales et il est autant tiers-mondiste qu'écologiste. De plus, ses sympathies pour le socialisme autogestionnaire permettent d'agrèger des militants bien au-delà des cercles écologistes et d'ancrer sa campagne clairement à gauche, notamment grâce aux militants qui ne se satisfont pas de l'appui du PSU à Mitterrand dès le premier tour. Dans *L'utopie ou la mort*, il s'en prend aux pays les plus riches et envisage des formes diverses de socialisme dans les pays dominés



qui doivent pouvoir suivre un autre type de développement que celui des pays du Nord.

Le style de Dumont, en rupture avec les candidats des partis traditionnels et sa capacité à faire la synthèse de différents mouvements et cultures politiques font de sa campagne un prolongement de l'humeur contestataire post-soixante-huitarde, et est surtout la première tentative de donner une véritable assise politique à l'écologie articulée aux combats contre le capitalisme, qui situe de fait l'écologie politique émergente à gauche du PS et du PCF.

Cependant le relatif échec (1,32 % des voix) ne permet pas de poursuivre dans la voie d'un rassemblement durable de l'ensemble des écologistes ; le Mouvement écologiste créé en novembre 1974 ne rassemble plus alors qu'une partie des animateurs et des soutiens de la campagne Dumont. Les années qui suivent voient se succéder diverses expériences électorales marquées par des succès et des échecs et des tentatives de rassemblement variées.

### Difficultés électorales

Les cantonales de 1976 sont l'occasion de quelques succès locaux : Antoine Waechter à Mulhouse, Brice Lalonde, un des animateurs des Amis de la Terre, à Paris... La charte de Saint Omer adoptée à la fin de l'année permet d'unifier en partie les différents mouvements en vue des municipales de 1977. Celles-ci sont un succès car présents dans une centaine de villes, parfois en alliance avec le PSU, les écologistes remportent en moyenne 10 % des voix.

Par contre les législatives de 1978 sont plutôt un échec, un tiers seulement des candidats estampillés « Ecologie 78 » dépassent les 5 % ; ces législatives marquent aussi l'échec de l'union de la gauche face à la droite. Cela entraîne des déchirements qui se manifestent assez fortement chez les AdT qui décident de ne plus participer aux joutes électorales. Aux élections européennes de 1979, la liste Europe-Ecologie menée par Solange Fernex ne dépasse pas non plus les 5 % et totalise moins de 900 000 voix.

La fin de la décennie 70 est donc difficile sur le plan électoral pour les écologistes. Mais la perspective de la présidentielle de 1981 les fait retrouver les chemins de l'unité. Nombre de militants des Amis de la Terre défendent la nécessité d'une candidature écologiste indépendante pendant que parallèlement est créé le Mouvement d'Ecologie Politique en 1980, quelques mois après la naissance des Grünen en Allemagne. Brice Lalonde est désigné candidat et sa campagne s'articule autour de quelques thèmes comme l'arrêt du programme nucléaire civil, l'instauration du référendum d'initiative populaire, le démantèlement de l'armement atomique, la liberté pour les radios et télévisions libres, l'abrogation de la peine de mort... Il obtient plus de 1 100 000 voix soit 3,87 % des suffrages.

Malgré ce relatif succès les divisions restent légion parmi les écologistes, notamment concernant la nécessité d'un parti écologiste, dans un contexte de décroissance des luttes. Les municipales de 1983 sont à nouveau l'occasion de retrouver l'unité (avec des listes excluant toute alliance avec les autres forces de gauche) avant la fusion entre les deux principales composantes de l'écologie politique qui en janvier 1984 forment les Verts, dans lesquels n'entrent ni le réseau des Amis de la Terre ni Brice Lalonde. En 1985 les Verts sont rejoints par des militants alternatifs du PSU ou de la Fédération pour une Gauche Alternative (FGA), ce qui marque un prolongement de la culture soixante-huitarde dans le nouveau parti ; quelques dirigeants ont d'ailleurs été des animateurs d'organisations d'extrême gauche, comme Alain Lipietz, ex-responsable de la Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP) puis de l'Organisation Communiste des Travailleurs (OCT).

Les mouvements écologistes qui se développent dans l'après-68 se positionnent d'emblée à côté,

sinon contre le mouvement ouvrier traditionnel. Ils développent des formes de « gauchisme culturel » sans pour autant être lié à proprement parler au « gauchisme politique ». Les militants écologistes peuvent se situer en extériorité au mouvement ouvrier, mais ils cherchent aussi pour une partie d'entre eux des références dans le mouvement socialiste originel, dans une approche plutôt libertaire : Elisée Reclus, géographe anarchiste du 19<sup>e</sup> siècle, ou Pierre Kropotkine et Joseph Proudhon à travers leur projet d'associations de petites sphères productives locales, font partie des références communes à nombre d'écologistes. On comprend mieux dès lors la proximité, qui s'exprime sur le terrain électoral, avec le PSU qui partage cette critique de la gauche centralisatrice et productiviste.

Par contre, les mouvements écologistes ne s'inscrivent pas dans les grands clivages internationaux qui à l'époque structurent la pensée de gauche (conflit Est-Ouest, URSS-Chine, critique du stalinisme...) mais tentent de formaliser une politique à partir du quotidien, des questions des modes d'existence, thèmes peu traités à l'époque par les marxistes, hormis quelques hétérodoxes tels Henri Lefebvre (*La vie quotidienne dans le monde moderne*, 1968).

À une époque où le capitalisme a permis dans les pays industriels un accès massif à la consommation, les mouvements écologistes introduisent une critique du consumérisme et de la modernité, tout en s'intéressant de près aux solutions technologiques à la crise environnementale. Surtout, ils réintroduisent l'activité humaine dans les écosystèmes auxquels participent les êtres humains et donnent ainsi une nouvelle clé de critique des modes de production du capitalisme et du socialisme réellement existant à l'est. C'est là un axiome dont la postérité n'est plus à démontrer et dont les conséquences politiques demeurent essentielles.

---

## Encadrés

### Gauche, extrême gauche, écologie

Si les mouvements écologistes qui apparaissent dans les années 70 bénéficient largement de l'esprit de contestation qui règne alors, ils sont souvent éloignés, sinon étrangers, à la culture de la gauche et de l'extrême gauche de l'époque. Dans les points de rencontre, la question du nucléaire apparaît alors comme décisive. Or le PCF, au nom de l'indépendance nationale, et la CGT en sont de fervents défenseurs. Et si la CFDT et nombre de militants socialistes sont critiques, la direction du PS ne remet pas en cause le programme électronucléaire français. Ponctuellement des alliances peuvent exister, en particulier avec le PSU et certains groupes d'extrême gauche sont sensibles à l'écologie ; ainsi la Gauche ouvrière et paysanne (GOP, issue du PSU), marquée par une culture critique du « productivisme » propre à une certaine tradition « économiste » marxiste ; ou l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR) très ouverte à tous les nouveaux mouvements sociaux émergents, donc à l'écologie. Reste que les traditions historiques sont différentes. Et il est intéressant de mesurer l'impact que les questions posées par les écologistes ont pu avoir dans des organisations a priori étrangères à l'écologie.

À titre d'illustration, on peut comparer les manifestes de la Ligue Communiste, une des plus importantes organisations d'extrême gauche à l'époque, rédigés à six ans d'intervalle. Dans *Ce que veut la Ligue Communiste* (Maspéro 1972), les conséquences du capitalisme sur la nature ne sont guère évoqués. Et la perspective radicale de critique du travail (« *mettre fin à la malédiction du travail* ») fait référence aux possibilités ouvertes par « *le développement gigantesque des forces*

*productives en général, de l'automatisation et de l'énergie nucléaire en particulier* ». Par contre dans *Oui, le socialisme* ( Maspéro 1978), de longs développements sont consacrés à la dimension environnementale de la crise, aux limites de la croissance des forces productives, aux ponctions irréversibles sur les ressources naturelles ( « Dimension écologiste de notre lutte »). Le nucléaire est l'objet d'une analyse critique détaillée, avec une demande de « *moratoire du programme électronucléaire* ».

Si mai 68 a permis que des préoccupations environnementalistes se politisent et se mêlent à différents mouvements contestataires, en retour on constate que le poids croissant de l'écologie et les luttes qui se mènent conduisent à modifier les orientations et les actions de certaines organisations politiques vers une prise en compte de la dimension subversive de l'écologie.

---

### **Une floraison de publications**

La période ouverte par mai 68 est propice à l'éclosion de nombreux journaux, revues, gazettes. Quelques-unes, qu'elles soient indépendantes ou liées à des associations, vont jouer un rôle important pour la promotion des débats écologistes. De manière non exhaustive, on peut citer :

- *La Gueule Ouverte* naît en novembre 1972 grâce à Pierre Fournier, collaborateur de Hara-Kiri et Charlie Hebdo. La gueule ouverte est sous-titré « le journal qui annonce la fin du monde ». À la veine mordante et satirique s'ajoute une tonalité alarmiste, des informations sérieuses, des études concrètes notamment sur les modes de vie alternatifs. Les premiers numéros se vendent à plus de 70 000 exemplaires et La gueule ouverte devient hebdomadaire en 1974 malgré la mort de son fondateur en 1973. Il fusionne en 1977 avec *Combat non violent*.

- *Le Sauvage* est lancé en 1973 par Alain Hervé, un des fondateurs des Amis de la Terre. Plus journalistique et moins gauchiste que La Gueule Ouverte, il bénéficie de l'appui financier du *Nouvel Observateur* et accueille dans ses rangs Brice Lalonde. Ses moyens lui permettent de fournir dossiers et articles plus fouillés que dans d'autres publications. Il disparaît en 1981.

- L'Agence de Presse Réhabilitation Ecologique (APRE) est initiée par des militants associatifs de Montargis de Pollution-Non en 1972. Elle publie un bulletin hebdomadaire qui permet un échange d'informations. *APRE Hebdo* prolonge ce premier essai quelque peu amateur et se spécialise de plus en plus sous la houlette de son fondateur Jean-Luc Burgunder. Ce bulletin se prolonge sous diverses appellations jusqu'en 1992.

- *Combat Nature*, né en 1974 à Périgueux, relaie le combat de nombreuses associations de défense de l'environnement et s'intéresse au patrimoine rural et aux questions de qualité de vie.

Enfin, parmi les publications associatives, on peut mentionner *Le bulletin de la baleine* édité par les Amis de la Terre depuis 1971 qui assure un lien entre les groupes locaux de l'association, et *La gazette nucléaire* publiée par le Groupe de Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire (GSIEN) créée en 1975 qui publie des informations et des dossiers scientifiquement étayés.

### **Bibliographie**

CANS, Roger : *Petite histoire du mouvement écolo en France*, Ed. Delachaux et Niestlé, 2006

COLLECTIF, *Figures de l'écologie politique*, « Ecorev » n° 21, 2005

DELEAGE, Jean-Paul, « Ecologistes et alternatifs », in *Histoire des gauches en France*, vol 2, p146-158, Ed, La Découverte, 2004

GORZ, André, *Ecologie et politique*, Ed. Galilée, 1975

JACOB, Jean : *Histoire de l'écologie politique*, Ed. Albin Michel, 1999

---

## **P.-S.**

\* Contribution publiée sous le titre « Ecologie » dans l'ouvrage collectif : Antoine Artous, Didier Epsztein et Patrick Silberstein (sous la direction de), « La France des années 1968 », Syllepse, Paris 2008.